



ECA/SDPD/URS/CW/RP/2017

Français

Original : anglais

---

**Atelier consultatif sur le thème :  
« Villes durables et établissements humains : données et statistiques  
en Afrique »**

**20-22 septembre 2017  
Nairobi**

**Rapport de l'atelier établi par la Section de l'urbanisation  
de la Division des politiques de développement social  
de la Commission économique pour l'Afrique**

## Table des matières

<b>I.</b>	<b>Contexte, objectifs et résultat attendus de la réunion.....</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>Ouverture de l'atelier.....</b>	<b>1</b>
<b>III.</b>	<b>Programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation.....</b>	<b>5</b>
<b>IV.</b>	<b>Débat.....</b>	<b>6</b>
<b>V.</b>	<b>Synthèse et clôture.....</b>	<b>12</b>
	<b>Annexes.....</b>	<b>13</b>

## **I. Contexte, objectifs et résultats attendus de la réunion**

1. Dans le cadre de son programme d'urbanisation, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a élaboré un guide de référence sur les villes et les établissements humains durables, un outil pragmatique à l'intention des offices statistiques nationaux et des autres parties prenantes participant à la collecte, la compilation et l'analyse des données en Afrique visant à renforcer les approches méthodologiques et analytiques de suivi de l'urbanisation aux niveaux national et local.

2. Le guide de référence, un ensemble d'indicateurs pour le développement de villes productives, inclusives et durables dans le cadre de la planification nationale, a été examiné lors d'un atelier consultatif à Nairobi du 20 au 22 septembre 2017. Cet atelier a également été l'occasion de présenter aux experts le programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation.

3. L'atelier avait pour objectif général d'analyser l'ensemble d'indicateurs proposé pour le guide de référence. Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient : a) de recueillir des contributions qui aideraient à améliorer le guide de référence ; b) de présenter le programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation ; et c) de consolider le dialogue, le réseautage et la coordination dans le domaine des données et des statistiques urbaines en Afrique.

4. Ont participé à l'atelier 35 experts de bureaux nationaux de statistique, de la Banque africaine de développement (BAD), du Département des affaires politiques de la Commission de l'Union africaine, de communautés économiques régionales, notamment de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la CEA et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

## **II. Ouverture de l'atelier**

5. Lors de la séance d'ouverture, des représentants de la BAD, du Département des affaires politiques de la Commission de l'Union africaine, d'ONU-Habitat et de la CEA ont prononcé des remarques liminaires.

6. Dans ses remarques liminaires, le représentant de la BAD, M. Stefan Atachia, a souhaité la bienvenue aux experts et a remercié la CEA d'avoir initié la collaboration sur les données et les statistiques urbaines. Il a mis en avant l'importance de disposer de données adéquates et de qualité pertinentes à la documentation des investissements et des prêts infrastructurels de la BAD, entre autres domaines de travail connexes. Il a conclu en remerciant les organisateurs de l'atelier et a répété qu'étant donné l'importance des données et des statistiques urbaines dans l'établissement des priorités, l'amélioration aux niveaux national et régional de la disponibilité, de l'accès, de la qualité et de l'actualité des données et des statistiques améliorera grandement l'investissement en Afrique.

7. Dans ses remarques liminaires, le représentant d'ONU-Habitat, M. Joel Jere, a lui aussi souhaité la bienvenue aux experts et a remercié la CEA d'entretenir une collaboration étroite avec ONU-Habitat. Il a fait remarquer que le projet de guide de référence et le Programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation arrivaient à point nommé, au moment où ONU-Habitat travaillait sur des indicateurs pouvant être utilisés pour suivre la réalisation de

l'objectif de développement durable 11 et du Nouveau Programme pour les villes, adopté en 2016 en Équateur.

8. Il a indiqué que l'atelier était l'occasion d'élaborer des indicateurs communs aux deux programmes pour accroître la cohérence et la comparabilité régionale et internationale tout en réduisant les doubles emplois et la pression de l'établissement de rapports au niveau national.

9. Il a informé les experts qu'il serait nécessaire de ventiler les données au niveau municipal pour que les gouvernements nationaux et les administrations municipales formulent des politiques destinées aux groupes vulnérables dans les villes visant à ce que « personne ne soit laissé de côté ».

10. M. Jere a souligné l'importance du suivi des conditions de vie dans les différentes parties des villes et des divers groupes sociaux qui les peuplent, où des disparités subsistent souvent. Il a conclu en remerciant la CEA d'avoir invité ONU-Habitat et de veiller à la coordination et la cohérence des activités relatives aux données et aux statistiques urbaines en assurant la comparabilité des indicateurs du Nouveau Programme pour les villes et du programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation.

11. Dans ses remarques liminaires, le représentant du Département des affaires politiques de la Commission de l'Union africaine, M. Calixte Aristide Mbari, a appelé de ses vœux la réussite de l'atelier au nom de M. Khabele Matlosa, Directeur du Département. Il a indiqué que lors de la deuxième session du Comité technique spécialisé de l'Union africaine chargé du service public, des collectivités locales, du développement urbain et de la décentralisation (AUSTC No. 8), la Commission de l'Union africaine avait été chargée de collaborer avec la CEA et ONU-Habitat en vue d'élaborer un cadre stratégique harmonisé pour l'application de la décision du Conseil exécutif de l'Union africaine relative à la position commune africaine sur le Nouveau Programme pour les villes.

12. Le Comité technique a également demandé à la Commission de l'Union africaine d'appuyer l'élaboration de programmes et d'initiatives sur les questions urbaines dans le cadre du Nouveau Programme pour les villes en collaborant avec ses partenaires et les institutions régionales. M. Mbari a fait remarquer que l'atelier consultatif organisé par la CEA allait dans le sens de ces décisions, alignées sur les activités d'amélioration du guide de référence, qui est une concrétisation du programme africain sur les données et statistiques urbaines. Il a souligné que le Comité technique était une plateforme importante où différentes parties pouvaient échanger des connaissances et des informations en lien avec les données et les statistiques urbaines en Afrique.

13. M. Mbari a indiqué que la croissance urbaine en Afrique, en particulier dans les villes secondaires et tertiaires comptant moins de 500 000 habitants, nécessitait de mettre en place des systèmes efficaces pour mieux comprendre les dynamiques socioéconomiques et culturelles de l'urbanisation afin que la transformation de l'Afrique en tire parti. Il a également fait référence au paragraphe 158 du Nouveau Programme pour les villes, qui réaffirme la nécessité de renforcer les capacités relatives aux données et aux statistiques aux niveaux national, infranational et local.

14. M. Mbari a également ajouté que les méthodes de collecte de données pour la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi du Nouveau Programme pour les villes devraient être fondées sur les sources de données nationales et des autorités locales, appuyées par d'autres sources si nécessaire. Il a également mis en lumière le besoin de transparence tout en prenant en compte

les obligations relatives à la confidentialité et aux droits de l'homme du partage de données. Cependant, cela nécessite de développer les efforts dans ce domaine et de combler les lacunes des statistiques des villes et des établissements humains au sein des institutions aux niveaux infranational, national et régional.

15. M. Mbari a conclu en se disant confiant que l'atelier faciliterait le suivi du Nouveau Programme pour les villes, de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que l'établissement de rapports connexes, et il a souligné l'engagement de la Commission de l'Union africaine en faveur du partenariat continu avec la CEA et ONU-Habitat pour le renforcement des données et des statistiques de l'urbanisation en Afrique.

16. Dans ses remarques liminaires, la représentante de la CEA, M<sup>me</sup> Edlam Yemeru, a présenté les salutations de la CEA, souhaité la bienvenue aux experts et les a remerciés de leur venue. Elle a également remercié le Gouvernement et le peuple kenyans d'accueillir la manifestation, ainsi que la Commission de l'Union africaine, la BAD et ONU-Habitat de leur partenariat visant à améliorer les données et les statistiques de l'urbanisation en Afrique.

17. M<sup>me</sup> Yemeru a souligné que l'urbanisation avait gagné de l'importance en Afrique et dans le monde en tant qu'élément principal du développement durable et que le récit politique en Afrique reconnaissait de plus en plus l'urbanisation comme un moteur de la transformation et du développement durable, comme l'exprime la position commune africaine pour la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III).

18. Elle a fait remarquer que les engagements tels que le Nouveau Programme pour les villes et les objectifs de développement durable imposaient à l'Afrique de renforcer les processus de suivi et d'analyse afin de mieux évaluer l'urbanisation à l'aide de données actualisées et de qualité. Elle a également souligné la nécessité de combler les lacunes des données comme les conséquences spatiales de l'urbanisation sur le développement économique, qui sont peu documentées, ce qui limite l'intégration de l'urbanisation dans le développement national global.

19. M<sup>me</sup> Yemeru a indiqué que la CEA avait réalisé une évaluation des données et des statistiques de l'urbanisation en Afrique en 2015 afin de mettre en place des indicateurs urbains et de déterminer s'ils étaient suffisants pour documenter et influencer les résultats de développement recherchés. Elle a fait remarquer que l'évaluation avait révélé le besoin d'un programme régional exhaustif visant à améliorer les données et les statistiques urbaines. Cette évaluation a servi de base à l'établissement du programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation adopté lors de la dixième réunion annuelle conjointe du Comité des directeurs généraux des offices nationaux de statistique et de la Commission africaine de statistique en 2016. L'objectif du programme était d'accroître la sensibilisation, de renforcer les capacités, de générer des connaissances et de renforcer la coordination dans le domaine des données et des statistiques urbaines en Afrique. M<sup>me</sup> Yemeru a également précisé que l'évaluation ferait ressortir les indicateurs pertinents qui amélioreraient la productivité, l'inclusivité et la durabilité des villes tout en prenant en compte les écosystèmes de données existants et émergents.

20. M<sup>me</sup> Yemeru a indiqué que le guide de référence était un produit du programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation visant à offrir des orientations pratiques aux bureaux statistiques nationaux et à d'autres parties prenantes participant à la collecte, la compilation et l'analyse des données dans les pays africains en appui à la base de connaissances pour des villes productives et inclusives et à l'exploitation de l'urbanisation.

21. M<sup>me</sup> Yemeru a précisé que le guide de référence serait inspiré des aspects spécifiques de l'urbanisation en tant que moteur de la croissance inclusive en Afrique et de sa nature multidimensionnelle qui appelle une mesure et un suivi holistiques. Elle a ajouté que l'exploitation de la croissance urbaine rapide nécessitait de veiller à ce que l'urbanisation fût adéquatement intégrée dans la planification du développement en l'adaptant aux cibles stratégiques de la croissance nationale.

22. L'oratrice a ajouté que les indices et indicateurs urbains existants, y compris les indicateurs relatifs à l'objectif de développement durable 11, bien qu'essentiels, devaient prendre en compte plusieurs dimensions afin de documenter la planification urbaine en faveur de la transformation de l'Afrique. Le guide de référence aiderait alors à générer un ensemble intégré d'indicateurs urbains à partir des sources de données existantes, notamment les données administratives qui amélioreraient les processus de planification et garantiraient que les villes sont productives, inclusives et durables.

23. M<sup>me</sup> Yemeru a appelé les experts à formuler des recommandations et proposer des contributions qui amélioreront le guide de référence et le programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation en prenant en compte les écosystèmes de données courants et récents.

24. Elle a conclu ses remarques liminaires en soulignant que le travail sur les données et les statistiques urbaines était fortement lié à d'autres domaines d'activités de la CEA, notamment : a) la mise en place d'une méthodologie de mesure de la contribution des villes au produit intérieur brut (PIB) ; b) l'élaboration d'un cadre de suivi pour le Nouveau Programme pour les villes avec la Commission de l'Union africaine et ONU-Habitat ; et c) l'intégration de l'urbanisation dans les plans de développement national. Elle a remercié les experts pour leur engagement et leur a souhaité des débats fructueux.

### **A. Première séance : Contexte du guide de référence, évaluation des données et des statistiques urbaines en Afrique**

Présidente : M<sup>me</sup> Leah Wanbugu (Kenya)

25. M. Gabriel Tati a présenté le rapport de la CEA intitulé « Évaluation des données de l'urbanisation en Afrique », qui a mis en lumière les limites de l'utilisation des données et des statistiques urbaines existantes pour la planification. Il a ensuite décrit les différentes dimensions de l'urbanisation au-delà des aspects démographiques en intégrant les dimensions sociales et économiques et environnementales.

26. Il a indiqué que la taille de la population urbaine, le niveau d'urbanisation ou le nombre d'agglomérations urbaines dépendaient de la définition du terme « urbain » utilisée, qui change de pays en pays. Ainsi, afin de pouvoir comparer les données au niveau international ou régional, une définition commune du terme « urbain », ainsi que d'autres termes, comme « agglomération urbaine », devrait être adoptée, ce qui compléterait les définitions nationales.

27. M. Tati a également mentionné les limites des sources conventionnelles de données et de statistiques urbaines, notamment l'orientation spatiale non urbaine, l'accent minime mis sur l'utilisation d'une ville ou d'une localité urbaine comme unité d'analyse, les contributions minimales dans le suivi de l'aspect spatial d'une localité, les informations empiriques minimales sur les changements touchant les systèmes urbains en Afrique (au sein des États-nations et entre eux), les métadonnées minimales sur les estimations et les projections qui sont souvent fondées

sur des postulats présentant des complications dans la traduction en hypothèses, et l'utilisation minimale des données disponibles issues de recensements.

28. Il a souligné que tout en mesurant les dimensions démographiques de l'urbanisation, une mesure statique, l'indice prédominant était le pourcentage de la population urbaine, malgré l'existence d'autres mesures, notamment le rapport entre population urbaine et population rurale, la taille de la résidence de l'habitant urbain moyen, et la taille moyenne de la population urbaine, qui n'ont pas été calculées à grande échelle.

29. M. Tati a également mentionné que puisque la mesure privilégiée de l'urbanisation était le pourcentage total de la population vivant dans les zones urbaines, il était nécessaire de prendre en compte d'autres indices fondés sur des données de recensement qui évaluent les aspects dynamiques de l'urbanisation (rythme de l'urbanisation) comme le changement annuel de points de pourcentage (moyennement disponible) ; le taux de croissance annuel (données largement disponibles) ; l'évolution annuelle moyenne du pourcentage urbain (données disponibles) ; la différence entre les taux de croissance de la population urbaine et rurale ; le changement de taille de la résidence moyenne ; le changement de la taille moyenne des populations urbaines ; et la concentration et la dispersion de la population urbaines sur le territoire national.

30. En ce qui concerne les aspects environnementaux de l'urbanisation et à l'objectif de développement durable 11, l'orateur a mis en lumière les indicateurs susceptibles d'être pertinents, notamment la population dans les taudis ; l'utilisation des terres pour mesurer la périurbanisation et la ruralisation des villes et l'expansion urbaine ; le transport, la mobilité et l'accessibilité (données sur la distance des infrastructures, l'estimation des besoins concernant les modes de transport, le parc de véhicules) ; la gestion des déchets et la résilience des villes (quantité de déchets récoltés, nombre de décharges, localisation des groupes exposés à des risques d'inondation) ; et la pollution de l'air due aux activités humaines et non humaines.

31. Il a également mentionné des indicateurs économiques urbains, notamment le degré de contrôle des valeurs et des prix fonciers ; la densité spatiale et les indicateurs géographiques ; et la précarité associée à la pauvreté dans la ville. En outre, il a présenté les technologies d'information géographique pouvant servir à produire des données spatiales afin de mieux comprendre le processus d'urbanisation, puis il a conclu en réaffirmant la nécessité de renforcer la collection, la production, l'analyse et la diffusion des données et statistiques urbaines.

### **III. Programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation**

32. M<sup>me</sup> Sandra Zawedde a donné des informations sur le programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation et a indiqué que l'urbanisation étant une tendance de fond en Afrique, le processus d'urbanisation nécessitait de tirer parti des données et des statistiques urbaines de qualité et facilement accessibles en faveur du développement.

33. Elle a souligné que le programme reposerait sur les efforts en cours déjà déployés visant à renforcer les données et les statistiques urbaines aux niveaux mondial et régional, et elle a indiqué que les objectifs ultimes du programme étaient a) de renforcer la capacité des États membres de produire et d'harmoniser les statistiques urbaines pour la comparabilité régionale des données ; b) de renforcer la capacité des pays de collecter, analyser, stocker et diffuser des données et des statistiques urbaines ; et c) de faciliter l'échange et l'apprentissage entre les experts, les institutions et les parties prenantes statistiques nationaux et régionaux.

34. M<sup>me</sup> Zawedde a également fait part des engagements mondiaux et régionaux, notamment des objectifs de développement durable, du Nouveau Programme pour les villes, et la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique II, qui ont offert à l'Afrique l'occasion de renforcer ses données et statistiques urbaines pour le suivi, l'établissement de rapports et la prise de décisions éclairées. Les nouvelles occasions étaient également liées au développement dans le domaine des mégadonnées et de la révolution des données.

35. M<sup>me</sup> Zawedde a précisé que le programme serait piloté par la Stratégie d'harmonisation des statistiques en Afrique II et un groupe de travail constitué de deux institutions panafricaines, la Commission de l'Union africaine et la BAD ; de la CEA (secrétariat) ; d'autres organismes des Nations Unies ; de centres de formation statistique, à savoir le Centre de formation statistique de l'Afrique de l'Est, l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée, l'Institution nationale de statistique et d'analyse économique ; des communautés économiques régionales, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la CAE, l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; et des États membres, dont l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, la Guinée équatoriale, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République centrafricaine et la Zambie.

36. L'oratrice a indiqué que le programme encouragerait l'intégration des données et des statistiques de l'urbanisation dans les systèmes statistiques nationaux afin de documenter les mécanismes de planification nationale et de renforcer la coordination des initiatives et des activités relatives aux données et statistiques urbaines en Afrique.

37. Elle a conclu en présentant les activités du programme, notamment l'examen de l'urbanisation dans les systèmes statistiques nationaux ; le renforcement des capacités régionales dans le domaine des données et des statistiques urbaines, y compris le guide de référence en cours d'examen ; le registre efficace et harmonisé des rapports sur les données et les statistiques urbaines. Le programme serait exécuté au niveau des gouvernements nationaux et locaux avec des partenaires en provenance de multinationales, du secteur privé, des organisations de la société civile, des centres statistiques régionaux et des ministères sectoriels.

#### **IV. Débat**

38. Au cours des débats qui ont suivi, les experts ont exprimé le besoin de réexaminer certaines informations fournies dans l'Évaluation des données de l'urbanisation en Afrique, qui offriraient ainsi un instantané récent des données et des statistiques urbaines.

39. Les experts ont recommandé d'examiner davantage les critères utilisés pour définir des concepts et des définitions harmonisés à court et moyen terme. Il a été fait remarquer que l'évaluation devrait avoir couvert les concepts et les définitions urbains plus en détail.

40. Le programme a été bien accueilli et les experts ont suggéré de partager les informations sur le programme avec le Comité technique spécialisé de l'Union africaine chargé du service public, des collectivités locales, du développement urbain et de la décentralisation afin d'appuyer l'exécution des activités du programme, de renforcer le secrétariat et de renforcer les capacités des structures non statistiques qui génèrent les données et servent d'espace de consultation et de sensibilisation.



41. Les experts ont indiqué qu'ils s'attendaient à ce que le programme documente l'intégration des données et des statistiques urbaines dans les stratégies et les cadres nationaux pour la production de statistiques au niveau national.

## **B. Deuxième séance : cadre d'indicateurs proposé pour le guide de référence**

Présidente : M<sup>me</sup> Leah Wanbugu (Kenya)

42. M. Gabriel Tati a présenté le projet de guide de référence fondé sur un examen approfondi de la littérature sur le développement urbain durable et des études de cas sélectionnées.

43. Afin de clarifier le concept d'établissement humain urbain durable et de ville durable, il a indiqué qu'une ville devait être productive, compétitive et innovante pour que ses habitants aient une bonne qualité de vie, que l'écosystème pour les générations futures soit assuré, qu'une société civile dynamique encourage la vision de la ville, et que des partenariats publics-privés mènent à des villes inclusives, constructives et autosuffisantes.

44. Une ville nécessite une orientation de développement qui répond aux besoins actuels sans compromettre les besoins des générations futures, ce qui est une approche relationnelle complexe du développement urbain, d'où le lien entre économie, écologie et égalité. Les villes durables en Afrique nécessitent de trouver le bon équilibre entre consommation et production de biens et de services.

45. Dans l'évaluation du degré de durabilité des villes, le droit à un abri et la gestion des établissements humains, la planification de l'utilisation et la gestion des terres au niveau municipal, les infrastructures durables hydrauliques, les infrastructures d'assainissement, la gestion de l'évacuation et des déchets solides, les infrastructures énergétiques et les infrastructures de transport font partie des priorités.

46. L'orateur a conclu en présentant les aspects à prendre en compte pour obtenir les indicateurs de villes durables, à savoir la population, la participation de la force de travail et l'éducation ; les secteurs économiques, l'économie municipale dans le contexte national ; le commerce municipal (exports et imports) ; les investissements ; l'environnement construit ; le développement des transports ; le développement du tourisme et les conditions d'habitat.

## **C. Troisième séance : perspectives des groupes de travail**

Présidente : M<sup>me</sup> Leah Wanbugu (Kenya)

Les débats ont porté sur différents aspects et indicateurs urbains, leur faisabilité, leurs possibilités et les stratégies existantes, et sur les exemples de bonnes pratiques nationales et de possibilités de stratégie nationale pour le développement statistique.

### **Groupe de travail 1**

47. À la suite de la séance de groupe de travail, les experts ont formulé des commentaires sur les indicateurs proposés devant être inclus dans le guide de référence sur les données et les statistiques de l'urbanisation et des établissements humains.

48. **Le groupe de travail 1**, constitué de la BAD, de l’Afrique du Sud, de l’Angola, du Botswana, du Lesotho, du Malawi, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe, a examiné les indicateurs proposés pour suivre les aspects suivants de l’urbanisation : **population, force de travail et éducation, environnements construits et développement des transports.**

49. Les experts ont souligné le besoin de clarifier certains indicateurs. Par exemple, l’indicateur proposé sur l’environnement construit nécessitait d’être clarifié.

50. La meilleure approche pour mesurer le PIB municipal devrait être analysée étant donné qu’il s’agit actuellement d’un défi pour générer des données démographiques annuelles au niveau municipal au-delà des données et des projections des recensements. Cela sous-entend que les offices statistiques devraient fortement envisager d’inclure les aspects municipaux dans les enquêtes existantes.

51. Les efforts de coordination pour la collecte et la production de données au niveau municipal devraient être déployés sur la base des discussions avec les autorités locales, les ministères urbains et les offices statistiques, et les structures institutionnelles d’établissement de rapports devraient être normalisées pour renforcer les sources de données administratives.

52. Au cours de l’élaboration du guide de référence, des bases de données existantes comme le tableau de bord urbain de la Banque interaméricaine de développement (BID) devraient être exploitées pour obtenir d’autres indicateurs. En outre, les données disponibles comme les données relatives à la gestion des déchets de la Division de statistique et les références concernant le niveau de service du Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF) pourraient être utilisées.

53. D’autres recommandations ont été formulées, notamment :

- Intégrer des indicateurs sur l’égalité sociale dans l’accès à la propriété ou à un logement abordable dans les villes, notamment :
  - Le ratio entre revenu moyen et le prix moyen d’un logement ;
  - Le ratio entre demandes d’achat de terres et demandes d’achat de terres approuvées ;
  - Le nombre moyen d’habitants par logement résidentiel.
- Intégrer des mesures de l’égalité spatiale et de la sûreté et de la sécurité.
- Utiliser les indicateurs urbains mondiaux (Global City Indicator Facility) pour obtenir plus d’indicateurs relatifs au développement du transport.
- La pollution de l’air devrait être incluse dans l’environnement construit sous l’intitulé qualité de l’air.
- D’autres éléments devraient être pris en compte au-delà du dioxyde de carbone.
- La gestion de l’eau et des déchets devrait également être incluse dans l’environnement construit.
- Le prix des terres devrait être un indicateur.

## Groupe de travail 2

Présidente : M<sup>me</sup> Leah Wanbugu (Kenya)

Rapporteur : M. Stephen Baryaherwa (Ouganda)

54. Le **groupe de travail 2**, constitué de la CAE, d'ONU-Habitat, de l'Éthiopie, du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie, a examiné les indicateurs relatifs aux aspects de l'urbanisation proposés dans le guide de référence ci-après : **population, économie des villes, conditions de vie et main-d'œuvre**.

55. Si de nombreux indicateurs proposés sont pertinents, les pays utilisent différents concepts et définitions qui soulignent le besoin d'harmonisation des concepts et des définitions à des fins de comparabilité régionale.

56. En ce qui concerne les indicateurs démographiques proposés, il a été fait remarquer que la fréquence des recensements décennaux représentait une contrainte et que d'autres moyens de génération des données urbaines plus réguliers pouvaient être nécessaires. En outre, le besoin de comparabilité des données entre les villes a été mis en lumière. Les experts ont également estimé que des indicateurs démographiques supplémentaires concernant d'autres aspects que ceux couramment pris en compte offriraient des informations plus complètes. De plus, étant donné les difficultés du calcul de l'indice de développement humain au niveau infranational, ce dernier a été mis de côté dans de nombreux pays en raison du manque d'adhésion à cet indicateur.

57. Concernant la dimension proposée relative à l'éducation, la fiabilité des données concernant la scolarisation reste un problème, tandis qu'au sein de la dimension du travail, les données sur le chômage continuent de représenter un défi en raison des dynamiques du sous-emploi et car les gens ont tendance à penser qu'ils ne sont pas employés alors qu'ils sont sous-employés.

58. Concernant l'aspect foncier, les experts ont averti qu'il était difficile d'obtenir des données foncières, en particulier sur le logement car les personnes interrogées pensent qu'il s'agit d'une enquête sur l'impôt.

59. Les pratiques et les cadres existants dans les pays, comme les stratégies nationales de développement de la statistique, les données mensuelles sur l'inflation, le PIB trimestriel et l'enquête sur la main-d'œuvre urbaine, offrent une occasion de renforcer l'inclusion des indicateurs au niveau municipal.

60. Concernant l'aspect démographique, les experts ont recommandé d'intégrer la densité démographique : le solde migratoire net et le taux de fertilité comme indicateurs et l'enregistrement des faits d'état civil comme source de données.

61. Les indicateurs sur l'éducation devraient être retirés de la dimension de la main-d'œuvre. L'alphabétisme fonctionnel devrait être retiré car ce n'est pas un indicateur et le taux de chômage devrait être ventilé par sexe, et non pas par genre et âge (les données sont indisponibles). En outre, il a été recommandé que la dimension de l'éducation inclue le taux de scolarisation net, l'enseignement primaire et secondaire, le taux d'alphabétisation des adultes et le ratio entre enseignants et élèves.

62. Concernant la dimension des conditions de vie, il a été recommandé d'inclure le taux de prévalence d'installations d'assainissement chez les moins de cinq ans ; le taux de prévalence des maladies contagieuses ; la gestion des déchets (fréquence de la collecte et du traitement des déchets) ; l'utilisation de l'objectif de développement durable 11.1.1 et la proportion de personnes vivant dans des taudis plutôt que les installations humaines précaires.

63. Les experts ont souligné le besoin d'établir une équipe qui préparera les termes et le dialogue initial du recueil de définitions urbaines à court terme afin de permettre de comparer les données. Le recueil serait ensuite examiné puis adopté par les pays à moyen terme.

### Groupe de travail 3

Président : Bruno Djagba (Bénin)

Rapporteurs : Tieble Diarra (Mali) et Tete Kossi (Togo)

64. Le **groupe de travail 3**, composé de la CEDEAO, du Bénin, du Burkina Faso, de Cabo Verde, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Togo, a examiné les indicateurs dans le guide de référence ci-après : **population, développement du tourisme, développement économique et main-d'œuvre**.

65. Les experts ont proposé des indicateurs supplémentaires pour la dimension démographique, à savoir le taux de croissance démographique et le classement des villes en fonction de leur structure urbaine. La pertinence et l'applicabilité de ces indicateurs ont été attribuées à la croissance de la population urbaine, à la classification des villes, aux établissements humains et au profil de la force de travail et de l'emploi. Cependant, la production irrégulière et limitée de ces statistiques et la non-harmonisation des sources de données ont été présentées comme des défis clés. D'autres indicateurs potentiels étaient la proportion de groupes spécifiques, comme la proportion de migrants par rapport aux non migrants.

66. En ce qui concerne l'emploi et l'éducation, des indicateurs comme le taux de chômage ventilé par âge et par sexe, le taux d'alphabétisation, le niveau d'éducation de la population, la population active, le taux d'emploi et la durée moyenne de chômage ont été proposés.

67. Les indicateurs proposés pour la dimension économique incluaient le coefficient de localisation d'une activité (présenté comme le principal outil de mesure du degré de concentration d'une activité dans les villes et de la contribution des villes à la croissance économique nationale), les investissements directs, la contribution des villes à l'emploi et à la croissance et le taux de croissance économique. L'accent serait mis sur la contribution des villes à l'investissement et à l'emploi, tandis que la non-fiabilité et l'imprévisibilité des données seraient des défis.

68. Les indicateurs proposés pour le tourisme étaient l'afflux de touristes, la capacité à accueillir les touristes, le nombre de sites touristiques et la fréquence des visites dans les sites touristiques urbains. Pour ces indicateurs, des sources de données comme des aéroports et des registres hôteliers ont été proposées. Ces indicateurs servent d'intermédiaires pour mesurer la contribution du tourisme aux villes et l'attractivité d'une ville. Les défis concernent l'institutionnalisation des registres et la gestion des frontières.

69. Les possibilités existantes qui doivent être explorées incluent l'intégration des indicateurs dans les opérations concrètes, la normalisation des opérations majeures de collecte de données (par exemple les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes par grappes à indicateurs multiples, les recensements généraux de la population et de l'habitat) et la mise à jour des statistiques urbaines dans les stratégies nationales de développement durable. Cela nécessite des partenariats et une collaboration des agences statistiques nationales avec les acteurs des systèmes statistiques nationaux et les départements concernés et d'autres partenaires pour la production de données urbaines.

70. Les experts ont recommandé à la CEA de prendre la tête de la mobilisation des ressources auprès des partenaires pour la production et l'amélioration des statistiques urbaines grâce à différentes mesures comme la création de points de coordination au niveau national, le renforcement des capacités des coordonnateurs et la publication d'un annuaire sur les villes en Afrique.

#### **Groupe de travail 4**

Président : Cameroun

Rapporteur : Cameroun

71. Le **groupe de travail 4**, composé de la Commission de l'Union africaine, du Cameroun, de l'Égypte, du Maroc, de la République centrafricaine, du Soudan et de la Tunisie, a examiné les indicateurs relatifs aux **exportations et aux importations municipales et à l'investissement**.

72. Les données des exportations municipales devraient inclure des données du secteur formel et informel. Cependant, il existe des défis pour déterminer la destination des produits exportés dans le même pays et il est également difficile d'obtenir des informations sur les exportations dans le secteur informel. Les exportations à l'international sont quant à elles mesurables. Les importations municipales connaissent des défis similaires, les registres des entreprises étant limités.

73. Les experts ont conseillé à la CEA de partager les meilleures pratiques avec les pays, ainsi que de soutenir techniquement les pays pour l'élaboration d'enquêtes spécifiques. Il a été demandé aux organismes statistiques nationaux d'élaborer un recensement général pour les entreprises, ainsi que des enquêtes spécifiques pour le développement statistique.

74. Concernant les investissements municipaux, des indicateurs comme la source des investissements de la ville, le type d'investissement, et le secteur d'investissement ont été proposés. Les sources de données disponibles incluent les centres régionaux d'investissement au Maroc, mais il manque toujours une manière normalisée de combiner les données disponibles. De nombreuses possibilités d'intégrer ces indicateurs, ainsi que de renforcer la coordination entre les différentes institutions travaillant déjà sur cette dimension, ont été présentées.

75. Enfin, les experts ont recommandé de sensibiliser les parties prenantes en concevant un système d'information décentralisé pour collecter les données au niveau infranational et en élaborant et mettant en place une base de données régionale rapidement. La recommandation à moyen terme consistait à renforcer les capacités humaines des organismes statistiques nationaux et des municipalités. La recommandation à long terme consistait à fournir aux

municipalités des outils des technologies de l'information et de la communication pour aider la collecte et l'analyse des données.

## **V. Synthèse et clôture**

76. Les experts ont recommandé à la CEA de tester des indicateurs dans des pays (par exemple, le PIB, l'indice de parité de la pauvreté et le coefficient de Gini) au niveau municipal afin de suivre l'état et les changements dans les villes et les centres urbains. Les experts ont également convenu que de nombreux indicateurs proposés étaient pertinents pour le suivi et l'évaluation de l'urbanisation durable au sens large, notamment les aspects productifs, inclusifs et environnementaux.

77. Il a été demandé à la CEA d'intégrer entièrement les recommandations ressortant de l'atelier consultatif dans le projet de guide de référence révisé. L'importance d'autres consultations avec les États membres et d'autres parties prenantes concernant la révision du guide de référence a été soulignée pour garantir la pertinence du guide révisé dans le renforcement des systèmes nationaux et des processus relatifs aux données et aux statistiques urbaines.

78. Les experts ont également exprimé le besoin de définir la base et le seuil de chaque dimension et indicateur pour des villes productives, inclusives et durables. Il a également été demandé que les normes convenues au niveau régional et international soient appliquées dans l'explication des concepts, des définitions, des métadonnées et des méthodologies dans le guide de référence.

79. L'atelier consultatif a été clôturé par le représentant de l'Office national de statistique de la République du Kenya, M. Abdul Kadir Amin Awes, qui a remercié les experts de leur participation et a également remercié la CEA d'avoir choisi le Kenya pour accueillir l'atelier. Il a reconnu que l'atelier avait offert des orientations pour améliorer le guide de référence et présenté le programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation.

80. Le représentant a prononcé la clôture de l'atelier et a souhaité aux experts un bon retour dans leurs pays respectifs et les a encouragés à visiter le Kenya avant de repartir.

## Annexes

### A. Indicateurs urbains de productivité (niveaux municipal, national et régional)

Chaque dimension du tableau pourrait être représentée séparément avec ses indicateurs, ses liens, ses sources de données, son calcul et sa périodicité.

DIMENSION	INDICATEURS	NIVEAU	SOURCE DE DONNÉES	PARTENAIRES	PÉRIODICITÉ
Population	Taux de changement de la population  Taux de croissance  Classement en taille  Indice de développement humain	Ville ou agglomération (10 000 habitants ou plus)	Recensement de la population Enquête de ménages Estimations de l'ONU Données de systèmes d'information géographique	Offices statistiques nationaux IPUMS Département des affaires économiques et sociales	Entre un et cinq ans (utiliser des estimations)
Main-d'œuvre et éducation	Alphabétisation fonctionnelle  Taux de chômage ventilé par âge et genre  Population en âge de travailler (entre 15 et 64 ans)  Taux d'emploi par secteur (formel et informel)  Durée moyenne du chômage	Idem (10 000 habitants ou plus)	GHS, enquête sur la population active, recensement de la population, enquête de ménages, taille des entreprises	Offices statistiques nationaux Centres de travail municipaux Organisation internationale du travail	Entre un et trois ans
Secteur économique	Avantage comparatif (quotient de localisation) Investissements directs fixes	Ville et agglomération	Enquête sur la population active	Offices statistiques nationaux Entreprises municipales	Annuel Ou trimestriel

	Contribution de l'emploi Contribution à la croissance Taux de croissance économique		Recensement de la population Enquête de ménages IHS Global insight Enquêtes d'entreprises	Organismes commerciaux et industriels Unités de recherche économique municipales	
Économie municipale dans le contexte national	Taux de croissance du PIB Taux d'inflation Valeur ajoutée brute Taux d'absorption de la main-d'œuvre Avantage comparatif des villes	Ville et agglomération	Enquête sur la population active Enquête sur les prix IHS Global insight	Offices statistiques nationaux HIS Global Insight	
Exportations municipales	Type de produits Destination (nationale ou internationale) Proportion Croissance	Idem, particulièrement pour les villes portuaires	Enquête d'entreprises Paiement des droits de douane Registres fiscaux Circulation des conteneurs, trafic ferroviaire, trafic du fret	Offices statistiques nationaux, Autorités douanières portuaires Organismes commerciaux et industriels Autorités ferroviaires Autorités aéroportuaires	Annuel
Importations municipales	Source Valeur Proportion Croissance	Idem, particulièrement pour les villes portuaires	Enquête d'entreprises Paiement des droits de douane Registres fiscaux Circulation des conteneurs, trafic	Offices statistiques nationaux Autorités douanières portuaires Organismes commerciaux et industriels	Annuel



			ferroviaire, trafic du fret	Autorités ferroviaires Autorités aéroportuaires	
Investissements	Investissements étrangers dans les villes  Source  Valeur  Type  Secteur	Idem	Registres financiers	Offices statistiques nationaux Banque centrale Entreprises financières Chambre de commerce et d'industrie Organisation financière internationale Organisation de développement international	Annuel
Environnement construit	Développement des constructions  Taux de croissance  Indice de confiance dans les constructions (satisfaction exprimée par les vérificateurs, les prestataires et les fabricants de matériaux de construction)  Plans de construction  Applications  Réalisation des plans de construction	Idem	Registres de développement des constructions	Offices statistiques nationaux Association des constructeurs	Annuel
Développement du transport	Ventes de véhicules par type : nouveaux et d'occasion	Idem	Nouvelles candidatures pour des permis de conduire	Offices statistiques nationaux	Annuel

	Commercial Ventes de véhicules de passagers par rapport au PIB Niveau de pollution de l'air (niveau de dioxyde de carbone)		Marchands de véhicules Statistiques du commerce intérieur Statistiques des assurances	Ministère du commerce et de l'industrie Associations de marchands de véhicules	
Développement du tourisme	Arrivées de touristes Hébergements touristiques Meilleures attractions touristiques (sites classés)	Idem	Baromètre du tourisme mondial de l'Organisation mondiale du tourisme Statistiques touristiques Statistiques aéroportuaires des arrivées	Offices statistiques nationaux Autorités aéroportuaires Agences touristiques	Mensuel
Conditions de vie	Accès à l'eau courante Persistance des maladies contagieuses Gestion des déchets (fréquence de la collecte et du traitement des déchets) Pourcentage des logements précaires Prix des terres (taux de croissance) Utilisation des terres (taux d'empiétement)	Idem	GHS Recensement de la population Enquêtes nationales de ménages Registres cadastraux Données des systèmes d'information géographique	Offices statistiques nationaux Cadastrés	Un à cinq ans

	Permis cadastraux				
	Permis de construction				
	Permis d'occupation				

**B. Programme de travail**

<b>Premier jour : mercredi 20 septembre 2017</b>	
<b>13 heures-14 heures</b>	<b>Inscription des participants</b>
<b>14 heures-14 h 30</b>	<b>Séance d'ouverture :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Remarques liminaires du représentant d'ONU-Habitat</li> <li>• Remarques liminaires du représentant de la BAD</li> <li>• Remarques liminaires du représentant de la Commission de l'Union africaine</li> <li>• Remarques liminaires du représentant de la CEA</li> <li>• Introduction</li> <li>• Objectif de l'atelier consultatif</li> </ul>
<b>14 h 30-14 h 45</b>	Évaluation des données et des statistiques de l'urbanisation en Afrique M. Gabriel Tati (Consultant à la CEA)
<b>14 h 45-15 heures</b>	Présentation du cadre du programme africain sur les données statistiques de l'urbanisation CEA
<b>15 heures-15 h 30</b>	Débats
<b>15 h 30-16 heures</b>	<b>Pause</b>
<b>16 heures-17 heures</b>	Groupe de travail du programme africain sur les données et statistiques de l'urbanisation et groupe de travail
<b>Deuxième jour : jeudi 21 septembre 2017</b>	
<b>9 heures-9 h 40</b>	Présentation du guide de référence

	M. Gabriel Tati (Consultant à la CEA)
<b>9 h 40-10 heures</b>	Débats
<b>10 heures-10 h 30</b>	<b>Pause</b>
<b>10 h 30-12 h 30</b>	Groupe de travail sur le guide de référence
<b>12 h 30-14 heures</b>	<b>Pause</b>
<b>14 heures-15 h 30</b>	Groupe de travail sur le guide de référence
<b>15 h 30-16 heures</b>	<b>Pause</b>
<b>16 heures-17 heures</b>	Groupe de travail sur le guide de référence
<b>Troisième jour : vendredi 22 septembre 2017</b>	
<b>9 h 30-11 heures</b>	Perspectives des groupes de travail, rapports des groupes
<b>11 heures-11 h 15</b>	<b>Pause</b>
<b>11 h 15-12 heures</b>	Clôture, représentant(e) de la République du Kenya

### C. Liste des participants

1. M<sup>me</sup> Leah Wambugu  
Haut-fonctionnaire  
Office statistique national  
Nairobi, Kenya  
[Lwambugu@icnbs.or.ke](mailto:Lwambugu@icnbs.or.ke)
2. M. Nuhu Joseph WaneYII  
Statisticien principal  
Office statistique national du  
Nigéria  
Abuja, Nigéria  
[nuhuwaney@gmail.com](mailto:nuhuwaney@gmail.com)
3. M. Goodson Sinyenga  
Directeur adjoint  
Office statistique central  
Lusaka, Zambie  
[gsinyenga@yahoo.co.uk](mailto:gsinyenga@yahoo.co.uk)
4. M. Irenius Ruyobya  
Directeur du département  
statistique  
Bureau statistique national de  
Tanzanie  
Dar es-Salaam, Tanzanie  
[Irenius.ruyobya@nbs.go.tz](mailto:Irenius.ruyobya@nbs.go.tz)
5. M. Fernando Rocha  
Institut statistique national de Cabo  
Verde  
Praia, Cabo Verde  
[Frocha30@hotmail.com](mailto:Frocha30@hotmail.com)
6. M. Bernard Dembele  
Statisticien, démographe  
Institut national de la statistique et  
de la démographie  
Ouagadougou, Burkina Faso  
[dmbele\\_b@yahoo.com](mailto:dmbele_b@yahoo.com)
7. M. Stephen Baryahirwa  
Statisticien principal  
Bureau statistique d'Ouganda  
Kampala, Ouganda  
[baryasteve@yahoo.com](mailto:baryasteve@yahoo.com)
8. M<sup>me</sup> Karima Raguigie  
Chef de service  
Haut-Commissariat au plan  
Rabat, Maroc  
[k.raguigue@hap.ma](mailto:k.raguigue@hap.ma)
9. M. Mabrouk Nasri  
Ingénieur en chef  
Institut national statistique de  
Tunisie  
Tunis, Tunisie  
[Nassi.mabruk@yahoo.fr](mailto:Nassi.mabruk@yahoo.fr)
10. M. Hailemariam Teklu Wudneh  
Directeur de la direction des  
statistiques de l'état civil  
Agence statistique centrale  
d'Éthiopie  
Addis-Abeba, Éthiopie  
[berekteklu@gmail.com](mailto:berekteklu@gmail.com)
11. M. Kwashira Chigodora  
Statisticien  
Bureau statistique central du  
Botswana  
Gaborone, Botswana  
[kwashic@gmail.com](mailto:kwashic@gmail.com)
12. M. Manasa Vimm  
Statisticien en chef  
Agence statistique nationale du  
Zimbabwe  
Harare, Zimbabwe
13. M. Ambroise Abanda  
Chef de division  
Institut National de la Statistique  
Yaoundé, Cameroun  
[Abanda\\_ambroise@yahoo.fr](mailto:Abanda_ambroise@yahoo.fr)
14. M<sup>me</sup> Fikeu Linda Yolene Mimose  
Première assistante chargée  
d'études  
Institut national de la Statistique  
Yaoundé, Cameroun  
[yolonefikeu@yahoo.fr](mailto:yolonefikeu@yahoo.fr)

15. M. Alfredo Ricardo José  
Statisticien  
Institut statistique national  
d'Angola  
Luanda, Angola  
[alfredo\\_jose80@yahoo.com](mailto:alfredo_jose80@yahoo.com)
16. M. Bruno Djagba  
Statisticien et démographe  
Institut national de la statistique et  
d'analyse économique du Bénin  
Cotonou, Bénin  
[bdjagba@yahoo.fr](mailto:bdjagba@yahoo.fr)
17. M. Doré Desiré Aka  
Institut National de la Statistique  
Abidjan, Côte d'Ivoire  
[doredesireaka@gmail.com](mailto:doredesireaka@gmail.com)
18. M. Diarra Tieble  
Statisticien  
INSTAT  
Bamako, Mali  
[tieblediarrainstat@gmail.com](mailto:tieblediarrainstat@gmail.com)
19. M. Samuel Njuru  
Statisticien  
CAE  
Arusha, Tanzanie  
[snjuru@eachq.org](mailto:snjuru@eachq.org)
20. M. Gbogboto Musa  
Administrateur de programme  
CEDEAO  
Abuja, Nigéria  
[gbogboto@yahoo.com/gmusa@ecowas.int](mailto:gbogboto@yahoo.com/gmusa@ecowas.int)
21. M<sup>me</sup> Matlokotsi Ivy Makoa  
Statisticienne en chef  
Bureau de statistique  
Maseru, Lesotho  
[ivymakoa84@gmail.com](mailto:ivymakoa84@gmail.com)
22. M<sup>me</sup> Sharthi Laldaparsad  
Directrice des recherches politiques  
Statistics South Africa  
Pretoria, Afrique du Sud  
[sharthil@statssa.gov.za](mailto:sharthil@statssa.gov.za)
23. M. Abdallah Mohamed  
Gestionnaire général de  
l'administration publique des  
services publics et du logement  
Agence centrale de la mobilisation  
publique et de la statistique  
Le Caire, Égypte  
[abdallammm@yahoo.com](mailto:abdallammm@yahoo.com)
24. M. Mohammed Ahmed Hamid  
Hamed  
Statisticien  
Bureau statistique central  
Alobied, Soudan  
[HamidMohammed76@yahoo.com](mailto:HamidMohammed76@yahoo.com)
25. M. Kossi Gberlewoli Tete  
Charge d'étude  
Institut national de la statistique et  
des études économiques et  
démographiques  
Lomé, Togo  
[kossitete@yahoo.fr](mailto:kossitete@yahoo.fr)  
[/kossitet2017@gmail.com](mailto:/kossitet2017@gmail.com)
26. M. Joel Jere  
Spécialiste des établissements  
humains  
ONU-HABITAT  
Nairobi, Kenya  
[Joel.Jere@UNHABITAT.ORG](mailto:Joel.Jere@UNHABITAT.ORG)
27. M. Matkoss Franck Elvis  
Chef de service (statistiques  
environnementales )  
Institut centrafricain de la  
statistique  
Bangui, République centrafricaine  
[matkossfranckelivis@yahoo.fr](mailto:matkossfranckelivis@yahoo.fr)
28. M. Kingsley Manda  
Statisticien  
Office statistique national du  
Malawi  
Zomba, Malawi  
[mandakingsley@yahoo.com](mailto:mandakingsley@yahoo.com)

29. M<sup>me</sup> Lovisa Ruth Nangombe  
Analyste des systèmes  
d'information géospatiale  
Agence statistique nationale  
Windhoek, Namibie  
[LOVNANG@gmail.com](mailto:LOVNANG@gmail.com)
  30. M. Gabriel Tati  
Professeur de démographie et de  
statistiques  
Western Cape University  
Capetown, Afrique du Sud
  31. M. Stefan Atchia  
Spécialiste des politiques et de la  
planification du transport  
BAD  
Abidjan, Côte d'Ivoire  
[S.ATCHIA@AFDB.ORG](mailto:S.ATCHIA@AFDB.ORG)
  32. M. Kwizera Stephen Baryahirwa  
Statisticien principal  
Bureau statistique d'Ouganda  
Kampala, Ouganda  
[baryasteve@yahoo.com](mailto:baryasteve@yahoo.com)
  33. M. Goodson Sinyenga  
Directeur adjoint  
Bureau statistique central  
Lusaka, Zambie  
[gsinyenga@yahoo.co.uk](mailto:gsinyenga@yahoo.co.uk)
  34. M. Calixte Aristide Mbari  
Directeur par intérim, affaires  
politiques  
Commission de l'Union africaine  
Addis-Abeba, Éthiopie
- Division des politiques de  
développement social  
Addis-Abeba, Éthiopie  
[zawedde@un.org](mailto:zawedde@un.org)
3. M. Negussie Gorfe  
Statisticien  
Centre africain pour la statistique  
Addis-Abeba, Éthiopie  
[gorfe@un.org](mailto:gorfe@un.org); [ngorfe@uneca.org](mailto:ngorfe@uneca.org)
  4. M. Gulilat Tesfaye  
Statisticien assistant  
Addis-Abeba, Éthiopie  
[tesfayeg@un.org](mailto:tesfayeg@un.org)

### **Commission économique pour l'Afrique**

1. M<sup>me</sup> Edlam Abera Yemeru  
Chef de la Section de  
l'urbanisation  
Division des politiques de  
développement social  
Addis-Abeba, Éthiopie  
[EYemeru@uneca.org](mailto:EYemeru@uneca.org)
2. M<sup>me</sup> Sandra Zawedde  
Spécialiste des affaires sociales  
Section de l'urbanisation



**Spécialisation des experts**

<b>Nom</b>	<b>Country</b>	<b>Organisation</b>	<b>Domaine de spécialisation</b>	<b>Spécialisation secondaire</b>	<b>Contact</b>
M <sup>me</sup> Linda Fikeu	Cameroun	Institut national de la Statistique	Statistiques urbaines	Comptes nationaux	+237675925037
M. Mbari Calixte Aristide		Commission de l'Union africaine	Gouvernance	Établissements humains	+251913361605
M. Kwashira Chigodora	Botswana	Bureau statistique central du Botswana	Statistiques environnementales	Statistiques relatives aux établissements humains	+26771541151
M. Manasa Viriri	Zimbabwe	Agence statistique nationale du Zimbabwe	Statistiques environnementales	Statistiques sociales	+26370668118
M. Ambroise Abanda	Cameroun	Institut National de la Statistique	Coordination statistique	Statistiques sociales	+237677604526
M. Baryaherwa Stephen	Ouganda	Bureau statistique d'Ouganda	Statistiques sociales	Démographie	+256772411067
M. Irenius Ruyobys	Tanzanie	Bureau statistique national de Tanzanie	Démographie	Statistiques sociales	+256772411067
M. Dembele Bernard	Burkina Faso	Institut national de la statistique et de la démographe	Démographie	Statistiques sociales	+70297046

M. Djagba K. Bruno	Bénin	Institut national de la statistique et d'analyse économique	Démographie	Planification stratégique	95 367 247
M. Goodson Sinyenga	Zambie	Bureau statistique central	Statistiques d'enquête	Statistiques économiques	0976447012
M <sup>me</sup> Leah Wanbugu	Kenya		Statistiques environnementales	Statistiques sociales	
M. Stefan Atchia	Côte d'Ivoire	BAD		Développement urbain	<a href="mailto:s.atchia@afdb.org">s.atchia@afdb.org</a>
M. Matkoss Franck E. Icasos	République centrafricaine		Démographie	Économie	+23675830008
M. Mohammed Ahmed Haimed	Soudan	Bureau statistique central	Démographie	Économie	+249912806602
M. Abdallah Mohammed Abdelrazek	Égypte	Agence centrale de la mobilisation publique et de la statistique	Statisticien	Économie	+2022403031
M. Samuel Njuru	Tanzanie	CAE	Statistiques macroéconomiques		<a href="mailto:snjuru@eachg.org">snjuru@eachg.org</a>
M. Gbogboto Musa	Nigéria	CEDEAO	Statistiques	Économie	+2347035526678
M. Fernando Rocha	Cabo Verde		Statisticien	Économie	002389914094
M <sup>me</sup> Karima Raguigue	Maroc	Haut-Commissariat au plan	Développement urbain	Environnement	<a href="mailto:k.roguigue@hcp.mc">k.roguigue@hcp.mc</a>
M <sup>me</sup> Mabrouk Nasri	Tunisie	Institut national statistique	Économie/Statisticien	Environnement	<a href="mailto:nasri.mabrouk@yahoo.fr">nasri.mabrouk@yahoo.fr</a>
M. Hailemariam Teklu	Éthiopie	Agence statistique centrale	Démographie	Géographie	

M. Abdul Kadir Amin Awes	Kenya		Économie	Démographie	
M. Gabriel Tati	Afrique du Sud, Congo		Démographie	Statistiques urbaines	
M. Nuhue Joseph Waney II	Nigéria		Statisticien	Statistiques sociales	08037020063
M. Alfredo R. José	Angola	Institut statistique national			+ 244 925 737 272
M. Tieble Diarra	Mali	INSTAT			+22 365 784 261
M. Aka Doré Désiré	Côte d'Ivoire	Institut national de la statistique			+22 509 341 494
M. Kingsley Manda	Malawi	Office statistique national			+ 265 888 375 498
M. Sharti Caldaparsnd	Afrique du Sud	Statistics South Africa			+27 828 882 598
M. Mathokotsi Iva Makoa	Namibie	Agence statistique nationale			+ 264 614 313 200
M. Joel Jere	Kenya	ONU-Habitat			+ 254 207 626 741 <a href="mailto:joel.jere@unhabitat.org">joel.jere@unhabitat.org</a>
M. Tete Kossi G.	Togo	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques			<a href="mailto:kossitete@yahoo.fr">kossitete@yahoo.fr</a>
M <sup>me</sup> Edlam Yemeru	Éthiopie	CEA			<a href="mailto:yemeru@un.org">yemeru@un.org</a>
M <sup>me</sup> Sandra Zawedde	Éthiopie	CEA			<a href="mailto:zawedde@un.org">zawedde@un.org</a>
M <sup>me</sup> Meaza Molla	Éthiopie	CEA			<a href="mailto:Molla.uneca@un.org">Molla.uneca@un.org</a>